

Selon les Gabonais, le président, quoique responsable devant la loi et le Parlement, les ignore souvent

Dépêche No. 335 d'Afrobarometer | Thomas Isbell et Sadhiska Bhoojedhur

Résumé

L'obligation de rendre compte constitue un pilier central de la gouvernance démocratique. Si la tenue d'élections libres et transparentes contribue à promouvoir le gouvernement du peuple, par le peuple, et pour le peuple, les événements qui se déroulent entre deux élections peuvent être tout aussi importants. Le respect de l'état de droit et des autres instances gouvernementales est aussi essentiel à la gestion quotidienne des affaires publiques qu'à la tenue d'élections de qualité.

Au Gabon, le pouvoir exécutif très personnalisé autour du Président Ali Bongo Ondimba et des processus électoraux défectueux sapent la responsabilité tant horizontale que verticale. Dans son évaluation du Gabon dans la catégorie « non libre », Freedom House (2019) fait état de lacunes sur plusieurs dimensions de la responsabilité, telles que l'indépendance des instances gouvernementales, la transparence des activités du gouvernement, et l'égalité de traitement des personnes devant la loi.

Ali Bongo est au pouvoir depuis 2009 au lendemain du décès de son père, Omar Bongo, qui a dirigé le Gabon pendant 42 ans. Ali Bongo a revendiqué un second mandat de sept ans après l'élection de 2016 marquée par la violence et des accusations de fraude, et a fait adopter en 2018 des amendements constitutionnels qui renforcent davantage les pouvoirs exécutifs (Hoije & Batassi, 2018). Les élections législatives prévues pour la fin 2016 ont été reportées à plusieurs reprises, puis contestées par les partis d'opposition quand elles ont finalement eu lieu – se soldant par la victoire du parti au pouvoir – à la fin 2018 (eNCA, 2018a, 2018b; Reuters, 2018; Freedom House, 2019).

Comment les Gabonais ordinaires perçoivent-ils la responsabilité du gouvernement dans leur pays? Sur la base de la dernière enquête nationale d'Afrobarometer réalisée en 2017, la plupart des Gabonais accordent plus d'importance à la responsabilisation du gouvernement qu'à son efficacité. De fortes majorités affirment que le président doit obéir aux tribunaux et aux lois et justifier les dépenses du gouvernement devant le Parlement. Mais les Gabonais affirment de plus en plus souvent que leur président ignore à la fois le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer dirige un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes à travers l'Afrique. Sept rounds d'enquêtes étendus à 38 pays ont été réalisés entre 1999 et 2018, et les enquêtes au titre du Round 8 devraient couvrir au moins 35 pays en 2019/2020. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Gabon, conduite par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGE), s'est entretenue avec 1.200 citoyens adultes en novembre 2017. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Une précédente enquête a été menée au Gabon en 2015.

Résultats clés

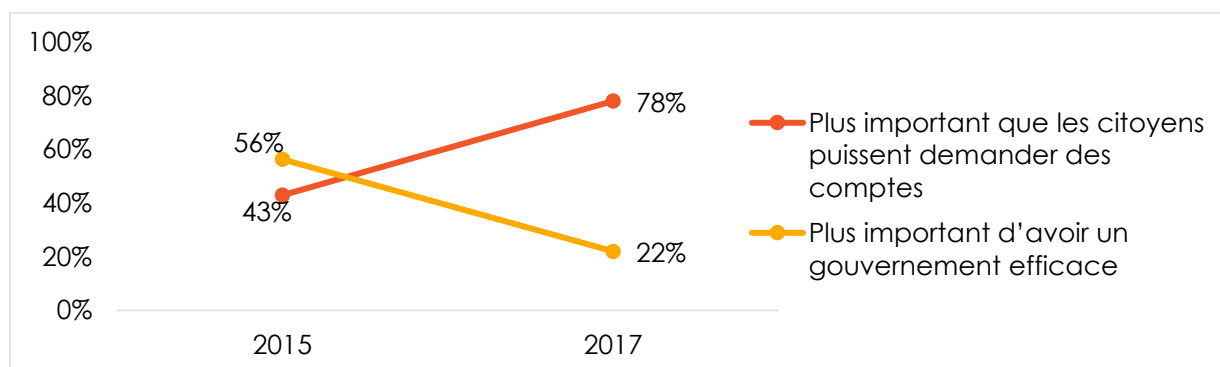
- Plus de trois quarts (78%) des Gabonais accordent plus d'importance à la responsabilisation du gouvernement qu'à son efficacité, un accroissement de 35 points de pourcentage par rapport à 2015.
- La plupart des Gabonais affirment que le président doit toujours obéir aux lois et aux tribunaux (88%) et rendre compte au Parlement de la façon dont son gouvernement dépense l'argent des contribuables (68%).
- Néanmoins, des majorités croissantes affirment qu'en pratique, le président ignore « souvent » ou « toujours » les lois et les tribunaux (66%) ainsi que le Parlement (66%).
- Plus de sept Gabonais sur 10 (72%) désapprouvent la performance du président. Mais quatre Gabonais sur 10 seulement (40%) estiment qu'il est de leur responsabilité, en tant qu'électeurs, de s'assurer qu'il fait bien son travail.
- Le soutien populaire aux élections comme meilleur moyen de choisir les dirigeants a baissé de 76% à 68%, mais les Gabonais rejettent massivement (90%) l'idée d'abolir les élections et le Parlement en faveur d'un régime dictatorial unipersonnel.

Les Gabonais réclament un gouvernement responsable

Plus de trois quarts (78%) des Gabonais affirment qu'il est plus important pour les citoyens de pouvoir demander des comptes à leur gouvernement, même si cela implique une prise de décision plus lente, que d'avoir un gouvernement qui fait avancer les choses sans influence des citoyens. Le soutien à la responsabilisation du gouvernement s'est accru de 35 points de pourcentage entre 2015 et 2017 (Figure 1).

Parmi 34 pays africains enquêtés en 2016/2018, le Gabon arrive en deuxième position (derrière le Bénin) pour ce qui est du soutien à la responsabilisation du gouvernement, bien au-dessus de la moyenne continentale de 62%.

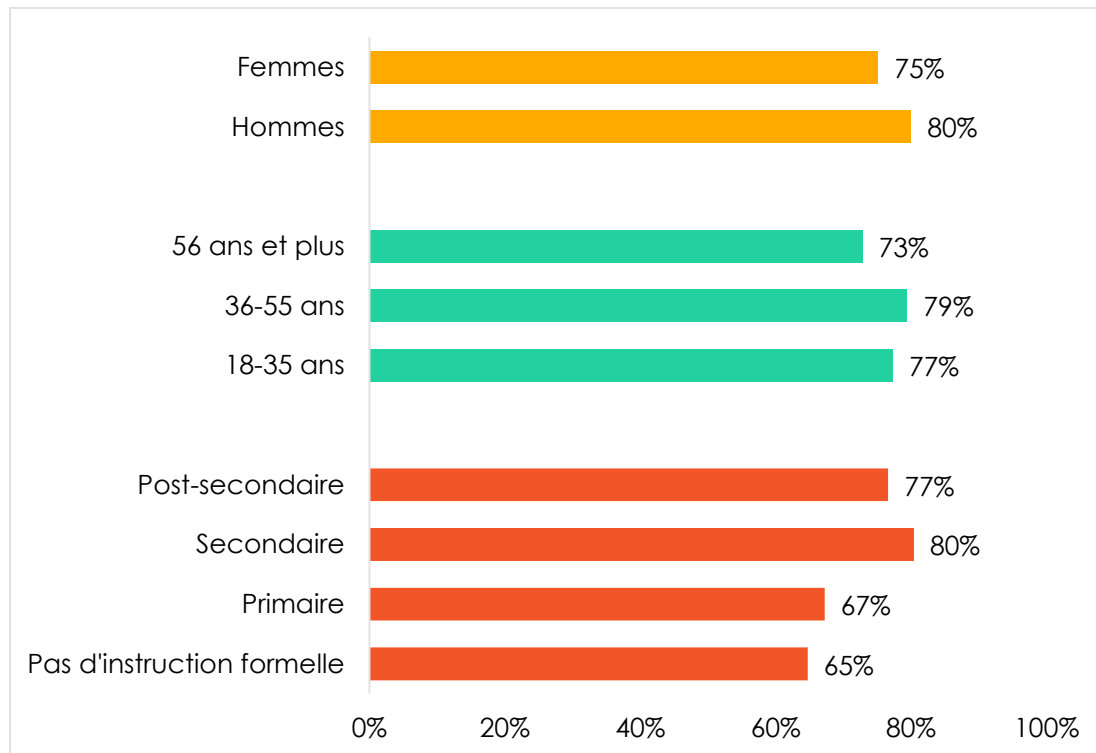
Figure 1: Reddition de compte ou efficacité du gouvernement? | Gabon | 2015-2017



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Il est plus important d'avoir un gouvernement efficace, même si le peuple n'a aucune influence sur ses actions.
 Affirmation 2: Il est plus important que les citoyens puissent demander des comptes au gouvernement, même si cela entraîne la lenteur des prises de décision.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Le soutien à la responsabilisation du gouvernement est plus prononcé chez les hommes que chez les femmes (80% contre 75%) et chez les citoyens qui ont fait au moins des études secondaires (77% à 80%) que chez les moins scolarisés (65% à 67%). Les citoyens plus âgés sont quelque peu moins susceptibles de préférer la responsabilisation à l'efficacité (73% chez les plus de 55 ans) que les répondants plus jeunes (Figure 2).

Figure 2: La reddition de compte est plus importante que l'efficacité | par groupe socio-démographique | Gabon | 2017



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Il est plus important d'avoir un gouvernement efficace, même si le peuple n'a aucune influence sur ses actions.
 Affirmation 2: Il est plus important que les citoyens puissent demander des comptes au gouvernement, même si cela entraîne la lenteur des prises de décision.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Les Gabonais sont très favorables à une limitation des pouvoirs exécutifs

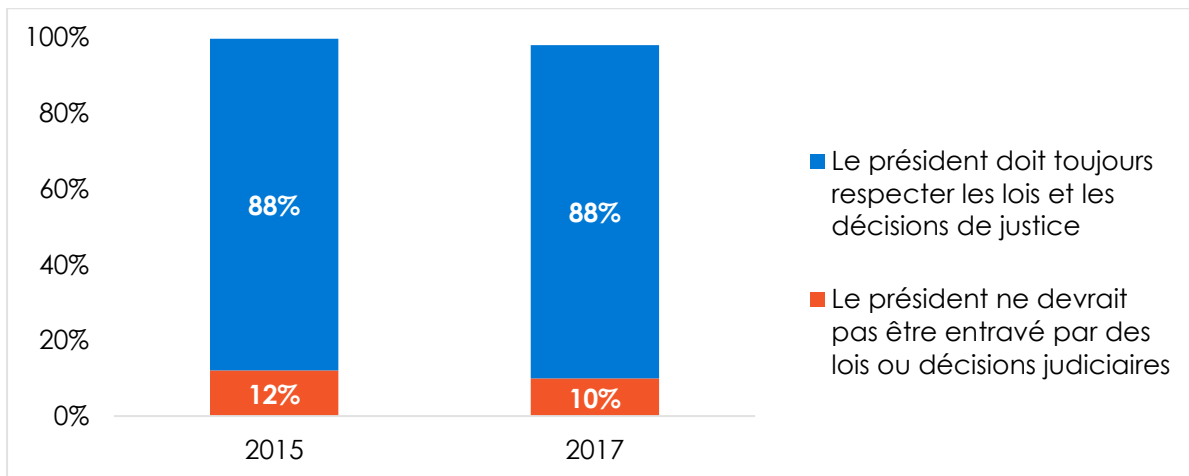
Les Gabonais, à une large majorité, affirment que le président doit toujours obéir aux lois et aux tribunaux et rendre compte au Parlement de la façon dont son gouvernement dépense l'argent des contribuables.

Mais de 2015 à 2017, la proportion des citoyens qui affirment que leur président ignore les tribunaux et le Parlement est passée de la moitié aux deux tiers de la population.

Près de neuf sur 10 Gabonais (88%) pensent que le président doit toujours obéir aux lois et aux tribunaux, même s'il pense qu'ils ont tort. Cette proportion est demeurée constante depuis 2015 (Figure 3).

Pourtant, deux tiers des répondants (66%) affirment que leur président ignore « souvent » ou « toujours » les tribunaux et les lois, un accroissement par rapport aux 50% de 2015 (Figure 4).

Figure 3: Le président doit-il respecter les lois et tribunaux? | Gabon | 2017

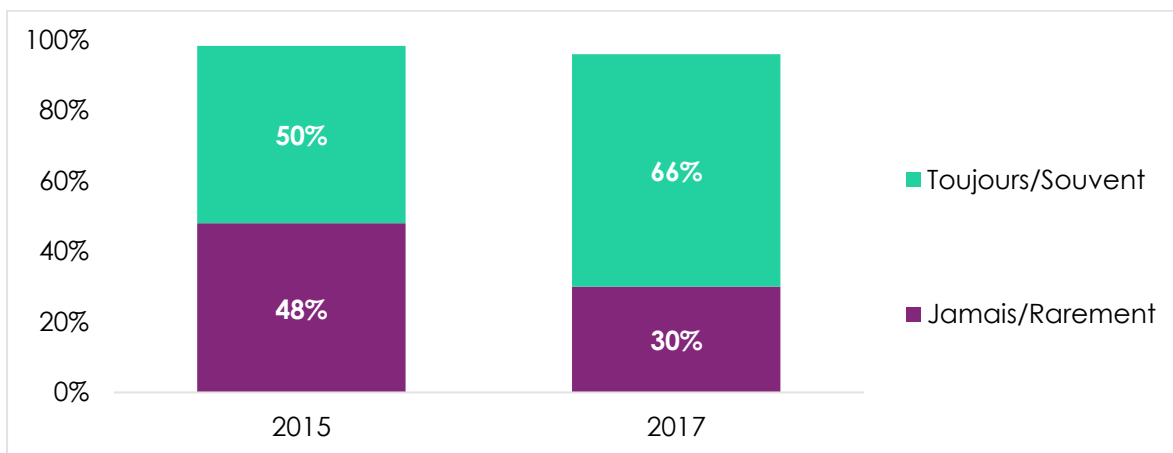


Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Etant donné que le président de la République a été élu pour gouverner le pays, il ne devrait pas être entravé par des lois ou décisions judiciaires qu'il estime erronées.

Affirmation 2: Le président de la République doit toujours respecter les lois et les tribunaux, même s'il pense qu'elles sont erronées.

Figure 4: A quelle fréquence le président ignore-t-il les lois et les tribunaux? | Gabon | 2015-2017

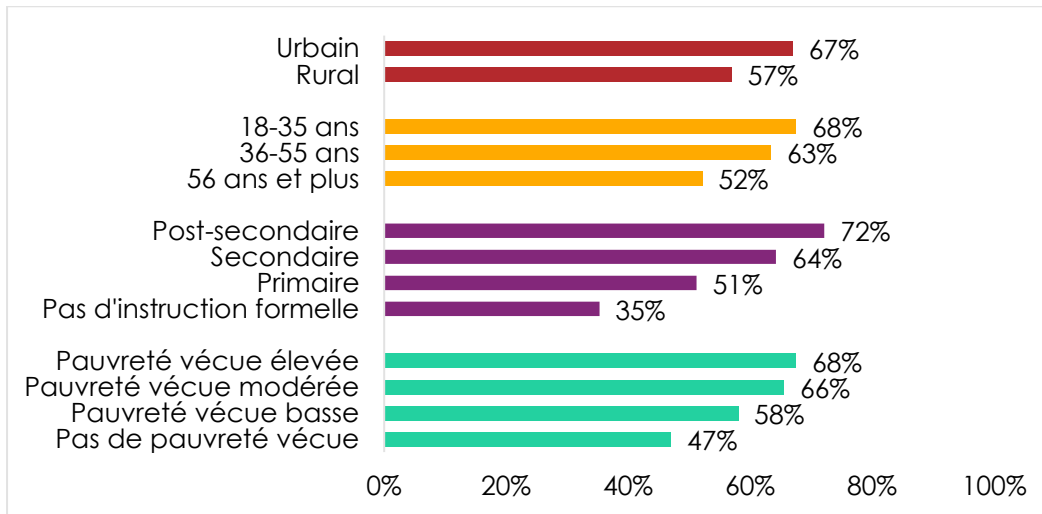


Question posée aux répondants: A votre avis, à quelle fréquence le président ignore-t-il les lois et les tribunaux dans ce pays?

L'opinion selon laquelle le président ignorerait les lois et les tribunaux est plus courante chez les citoyens (67%), les jeunes (68% des 18-35 ans), les plus scolarisés (72% de ceux qui affichent des niveaux de scolarité post-secondaires), et les pauvres (68% de ceux qui connaissent une pauvreté vécue élevée¹) (Figure 5).

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobaromètre mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de carburant pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes, Dulani, et Gyimah-Boadi (2016) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 5: Le président ignore souvent/toujours les lois et les tribunaux | par groupe socio-démographique | Gabon | 2017

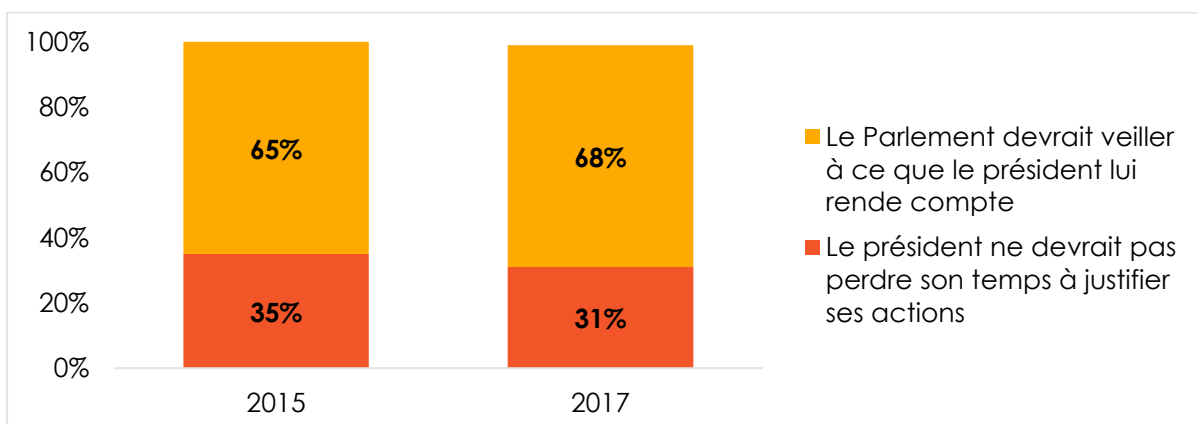


Question posée aux répondants: A votre avis, à quelle fréquence le président ignore-t-il les lois et les tribunaux dans ce pays? (% qui répondent « souvent » ou « toujours »)

De même, deux tiers (68%) des Gabonais affirment que le Parlement devrait veiller à ce que le président justifie régulièrement les dépenses du gouvernement, tandis que 31% estiment que le président devrait concentrer son attention sur le développement du pays plutôt que sur la justification de ses actions (Figure 6).

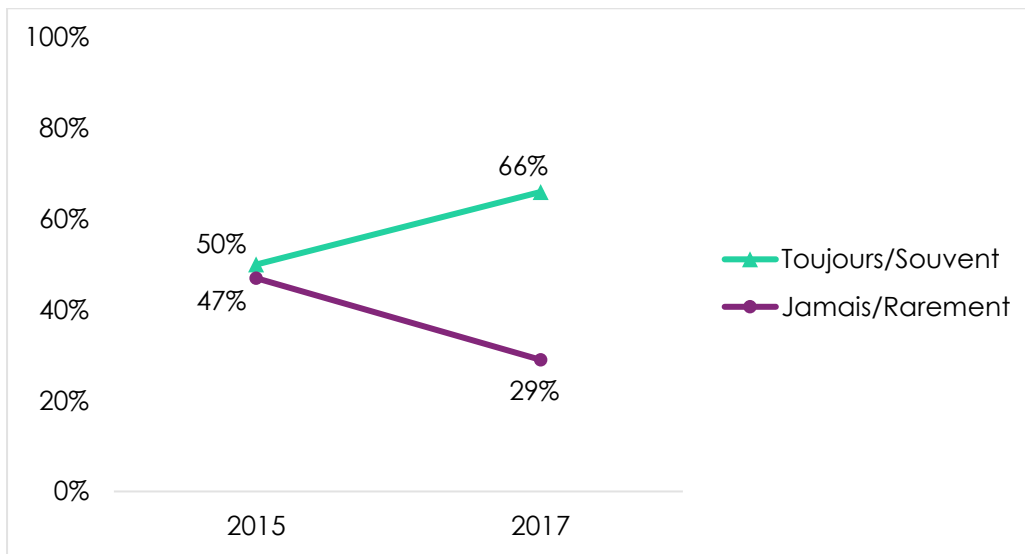
Toutefois, une majorité croissante (66%) affirment que le président ignore « souvent » ou « toujours » le Parlement et agit comme il le souhaite, contre 50% en 2015 (Figure 7). Le Gabon est de loin devant les 33 autres pays enquêtés en 2016/2018 pour ce qui est de la proportion des citoyens qui considèrent que leur président ignore le Parlement (27% en moyenne sur l'ensemble des 34 pays) (Figure 8).

Figure 6: Le président devrait-il avoir l'obligation de rendre compte au Parlement? | Gabon | 2015-2017



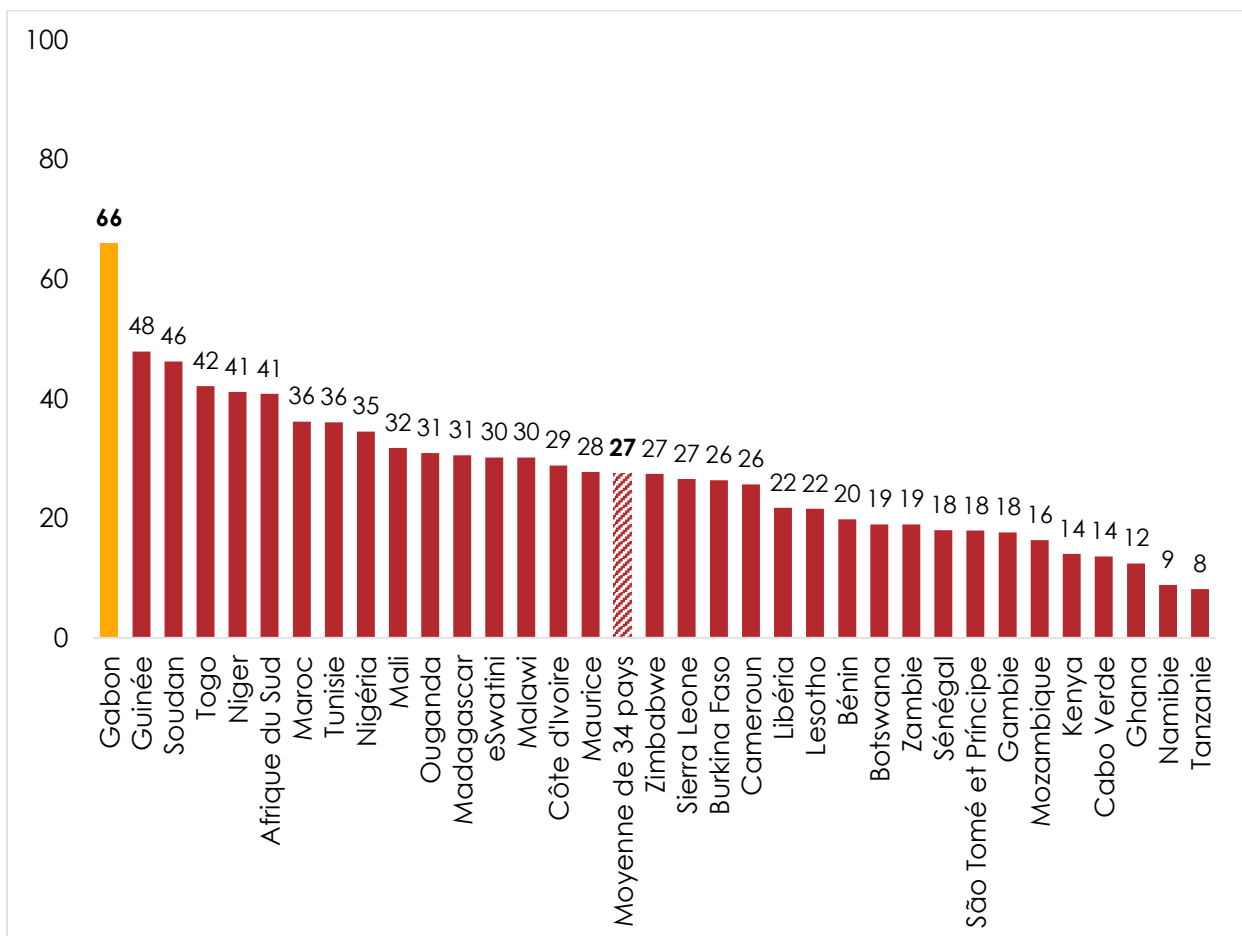
Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Le Parlement devrait veiller à ce que le président de la République lui rende régulièrement compte de l'usage que fait son gouvernement de l'argent des contribuables.
 Affirmation 2: Le président de la République devrait se concentrer entièrement sur le développement du pays au lieu de perdre son temps à justifier ses actions.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 7: A quelle fréquence le président ignore-t-il le Parlement | Gabon | 2015-2017



Question posée aux répondants: A votre avis, à quelle fréquence le président ignore-t-il le Parlement et agit comme il l'entend?

Figure 8: Le président ignore souvent/toujours le Parlement | 34 pays | 2016/2018

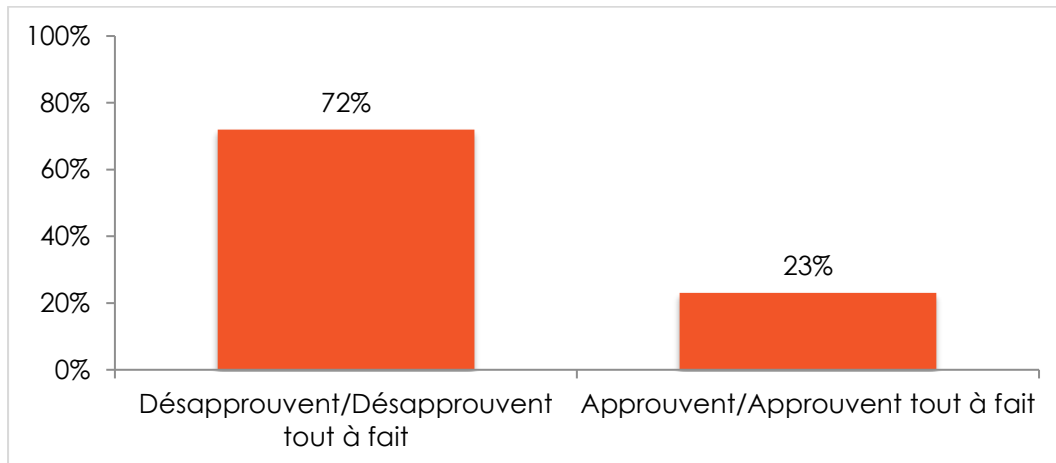


Question posée aux répondants: A votre avis, à quelle fréquence le président ignore-t-il le Parlement et agit comme il l'entend? (% qui répondent « souvent » ou « toujours »)

Responsabilisation du président

Si deux tiers des Gabonais affirment que le président ignore les lois et les tribunaux ainsi que le Parlement, ils sont encore plus nombreux (72%) à désapprouver sa performance au travail au cours des 12 mois précédant l'enquête (Figure 9).

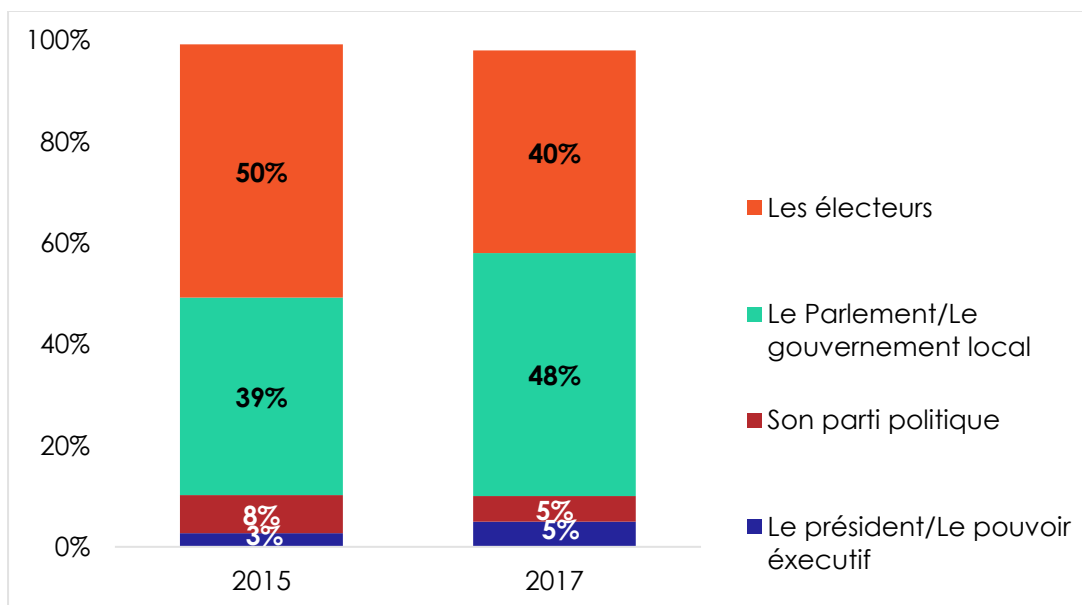
Figure 9: Performance du président | Gabon | 2017



Question posée aux répondants: Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Le Président Ali Bongo Ondimba?

Mais quatre sur 10 (40%) seulement estiment avoir la responsabilité, en tant qu'électeurs, de veiller à ce que le président fasse bien son travail, comparativement à 50% qui avaient cette perception en 2015. Davantage (48%) attribuent cette responsabilité au Parlement ou au gouvernement local (Figure 10).

Figure 10: Qui a la charge de s'assurer que le président fait son travail? | Gabon | 2015-2017

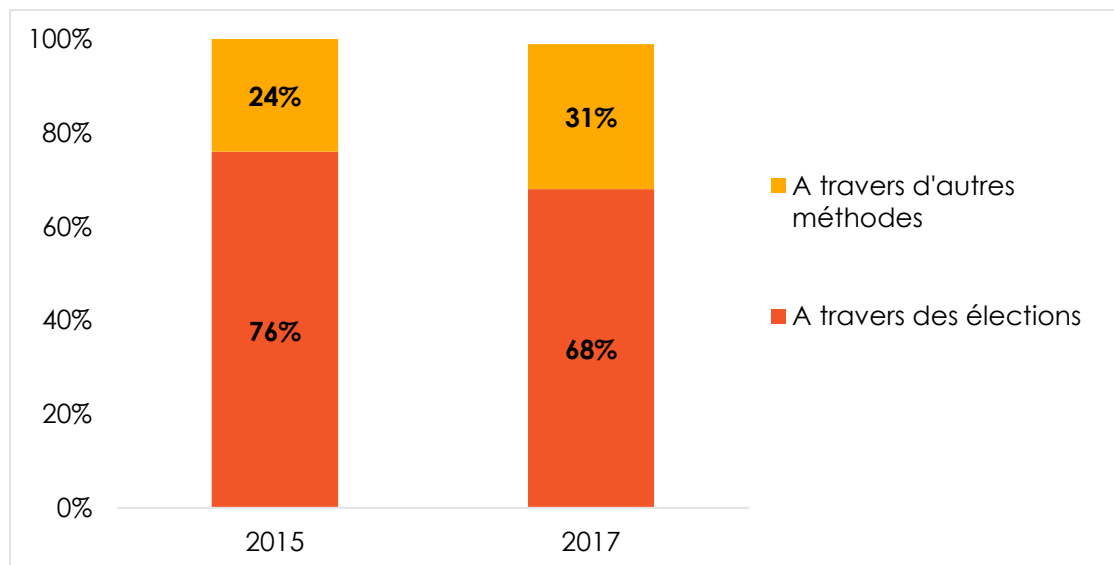


Question posée aux répondants: Qui devrait s'occuper de s'assurer qu'une fois élu, le président de la République fait son travail?

Par ailleurs, le soutien aux élections comme meilleur moyen de choisir les dirigeants du pays a régressé au Gabon. Même si plus de deux tiers (68%) des citoyens sont encore favorables à des élections régulières, libres, et transparentes, cela représente une baisse de 8 points de pourcentage par rapport à 2015 (76%). La proportion de ceux qui préfèrent d'autres méthodes de sélection des dirigeants est passée de 24% à 31% au cours de la période (Figure 11), peut-être du fait de la baisse perçue de la qualité des élections (Isbell & Bhoojedhur, 2018).

Pourtant, les Gabonais rejettent encore massivement (90%) l'idée d'abolir les élections et le Parlement en faveur du règne d'un seul homme (Figure 12).

Figure 11: Désignation des dirigeants à travers des élections? | Gabon | 2015-2017



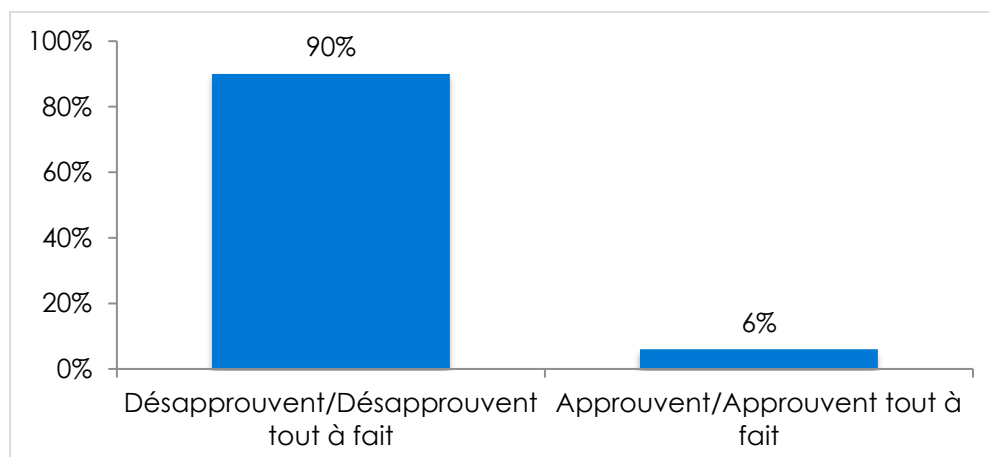
Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et transparentes.

Affirmation 2: Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 12: Les élections et le Parlement devraient-ils être abolis? | Gabon | 2017



Question posée aux répondants: Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes: Les élections et le Parlement sont abolis de sorte que le président puisse seul décider de tout?

Conclusion

La plupart des Gabonais préfèrent un gouvernement qui rende compte à ses citoyens plutôt qu'un gouvernement qui accomplit des progrès sans la participation de la population. Ils affirment également que le président doit toujours obéir aux lois et aux tribunaux et rendre compte au Parlement. Ils affirment cependant à une majorité de deux tiers que leur président actuel ignore régulièrement le système judiciaire et le pouvoir législatif.

Même si la plupart des Gabonais désapprouvent la performance du président, la proportion des citoyens qui pensent avoir la responsabilité, en tant qu'électeurs, de veiller à ce qu'il fasse bien son travail a régressé. En effet, le soutien populaire aux élections a diminué – un signe peut-être de ce que certains citoyens doutent de leur capacité à provoquer un changement par les urnes.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobarometer
– quels que soient la question, le pays ou le Round
d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- eNCA. (2018a). Gabon's government steps down after election delays. 2 mai.
- eNCA. (2018b). Gabon PM names new cabinet days after court dissolved government. 5 mai.
- Freedom House. (2019). Freedom in the world 2019 report.
- Hoijs, K., & Batassi, E. M. (2018). Bongo bids to entrench power in Gabon before parliamentary vote. 29 mai. Bloomberg.
- Isbell, T., & Bhoojedhur, S. (2018). Au Gabon, les perceptions des élections s'obscurcissent suite à l'affaire de 2016. Dépêche No. 236 d'Afrobarometer.
- Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Dividende de la croissance? La pauvreté vécue décroît en Afrique. Synthèse de Politique No. 29 d'Afrobarometer.
- Reuters. (2018). Gabon court orders prime minister to resign, parliament dissolved. Eyewitness News.

Thomas Isbell est doctorant à l'Université du Cap en Afrique du Sud. Email: tisbell@afrobarometer.org.

Sadhiska Bhoojedhur est analyste à StraConsult Ltd, le partenaire national d'Afrobarometer à Maurice. Email: sadhiska.bhoojedhur@gmail.com.

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale des partenaires nationaux dans quelques 35 pays est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7ème Round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède, de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou à contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Suivez nos publications avec #VoicesAfrica.



Dépêche No. 335 d'Afrobarometer | 3 janvier 2020